

Initiative sur les bourses d'études : OUI

Le Parti socialiste autonome s'est toujours engagé en faveur d'études accessibles à toutes et tous. Même s'il est attaché au fédéralisme, le PSA estime qu'un minimum vital doit être fixé et que les conditions d'octroi d'une bourse doivent être harmonisées. Tous les jeunes devraient pouvoir mener leurs études sans se paupériser, sans les rallonger ou les interrompre pour des questions financières. Il s'agit en effet d'un droit fondamental qui va au-delà des questions de souveraineté cantonale. Par ailleurs, les bourses constituent un investissement : à la fois pour former des spécialistes dans un contexte de pénurie de personnel qualifié, mais aussi pour diminuer les frais d'aide des jeunes tombés en situation précaire, parce que n'ayant pas pu être soutenus par leur canton. La Suisse d'aujourd'hui est un pays de mobilité. Il est donc aberrant que deux étudiants fréquentant la même université puissent être soutenus de manière complètement inégale en raison du fait que leurs parents sont domiciliés dans des cantons plus ou moins généreux en matière de bourses. Oui à une harmonisation, oui à plus d'équité, oui à l'égalité des chances !

Initiative sur la réforme de l'imposition successorale: OUI

Avec 2% de ses habitants qui possèdent 98% des richesses, la Suisse se classe parmi les pays les plus inégalitaires. Alors que les Etats sont de plus en plus soumis à des régimes d'austérité menaçant le financement durable des prestations publiques, ceux qui ont la chance d'entrer dans la classe des nantis par héritage doivent faire preuve de solidarité. En fixant une franchise de deux millions sur les successions, cette initiative soulage la classe moyenne, les personnes aisées, les couples et les PME. En effet, seule une infime minorité de la population, parmi les plus fortunés, sera touchée par cet impôt, qui profitera en revanche à tout le monde : deux milliards seront affectés à l'AVS et un milliard aux cantons. Le PSA s'engage pour des services publics forts, qui soient aussi financés par ceux qui brassent des millions. Il s'agit donc d'un impôt juste et moral !

Modification de la Loi sur la radio et la télévision (LRTV) : OUI

Le Parti socialiste autonome se bat pour un service public fort et des médias qui favorisent les cultures locales de notre pays et qui misent sur des contenus de qualité. En ce sens, la modification de la LRTV est opportune, puisqu'en faisant participer financièrement tout le monde (dont surtout les grandes entreprises), les citoyens verront leur facture diminuer et passer de 467 francs à 400. En plus d'une baisse de la redevance, il s'agit d'une aide importante pour les médias des minorités culturelles : les Romands, les Tessinois et les Romanches. Dans notre région, les radios régionales RFJ et RJB vivent de cette redevance, il est donc particulièrement important de voter OUI à cet objet afin de permettre à nos médias régionaux de poursuivre leur mission.

Modification de la Constitution concernant le diagnostic préimplantatoire : liberté de vote

Le PSA a estimé que l'inscription du DPI dans la constitution était une question éthique, que chacun est libre d'appréhender à sa manière. S'il est d'avis que les progrès scientifiques et médicaux permettent de diminuer les risques de maladie génétiques

graves et d'éviter à des enfants des vie particulièrement difficile, le PSA se bat aussi pour une société diversifiée, dans laquelle chacune et chacun a sa place. En raison des débats soutenus mais enrichissants qui ont eu lieu au sein du comité central, le Parti socialiste autonome a décidé de ne pas trancher et de laisser chacune et chacun voter en fonction de sa conscience.